

LETTRE DE CONSULTATION – DEMANDE DE DEVIS
Marché dont les besoins sont inférieurs à 25 000 € HT

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Marché n° 2026-06-22

**Objet : Accompagnement de la CCI Nouvelle-Aquitaine sur une
étude des mutualisations entre les 14 établissements du réseau
régional**

Date et heure limites de réception des offres :












Lundi 20 juillet 2026 à 12h30

Date et heure limites de demande de renseignements complémentaires :

Vendredi 10 juillet 2026 à 18h00

Chambre de Commerce et d'Industrie Region Nouvelle-Aquitaine
2 place de la Bourse - CS 91942
33050 BORDEAUX CEDEX

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | Objet | Accompagnement de la CCI Nouvelle-Aquitaine sur une étude des mutualisations entre les 14 établissements du réseau régional |
|  | Mode de passation | Demande de devis |
|  | Type de contrat | Marché ordinaire |
|  | Nombre de lots | Non alloti |
|  | Délai de validité des offres | 90 jours à compter de la date limite de remise des plis |
|  | Forme de groupement | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire |
|  | Variantes | Sans |
|  | PSE | Sans |
|  | Clause sociale | Avec |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée | De septembre 2026 à janvier 2027 |

1. Description du besoin

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission d'accompagnement et d'étude stratégique relative aux mutualisations au sein du réseau régional des CCI de Nouvelle-Aquitaine.

Le réseau régional des CCI de Nouvelle-Aquitaine, établissements publics de l'Etat, comprend 14 établissements :

- La CCI de région Nouvelle-Aquitaine, à laquelle sont rattachées 13 CCI territoriales :
- Bayonne Pays-Basque
- Bordeaux Gironde
- Charente
- Charente-Maritime
- Corrèze
- Creuse
- Deux Sèvres
- Dordogne
- Limoges & Haute Vienne
- Landes
- Lot et Garonne
- Pau Béarn
- Vienne

Dans un contexte de rationalisation des moyens, d'optimisation des ressources et de renforcement de la cohésion régionale, la CCI Nouvelle-Aquitaine souhaite se faire accompagner pour :

- Analyser les modalités actuelles d'organisation au sein des chambres ;
- Identifier les leviers de mutualisation au sein de chaque chambre et dans une logique inter-chambres ;
- Construire une et/ou des stratégies de mutualisation.

Les travaux porteront sur les fonctions support (RH, finances, achats, SI, etc.) et sur les activités opérationnelles, dans le champ du développement économique et de la formation continue.

2. Contenu du dossier de consultation

Les documents adressés aux candidats dans le dossier de consultation sont :

1. La présente lettre de consultation – demande de devis ;
2. L'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives et techniques particulières ;
3. L'annexe financière (décomposition du prix global et tarifaire) ;
4. Le cadre de réponse administratif ;
5. La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
6. La déclaration sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêts ;

3. Présentation des réponses des candidats

Les candidats sont appelés à faire leur meilleure proposition technique et financière à partir des besoins exposés dans l'acte d'engagement joint au dossier, ce dernier valant cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCAP et CCTP).

Aux fins de réponse, les candidats devront produire un dossier comprenant les éléments suivants :

| Libellé | Signature |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Acte d'engagement | Complété – signature non obligatoire au stade de la remise des plis. Fournir l'original signé manuscritement lors de l'attribution du marché, cf. article 9. |
| Annexe financière (décomposition du prix global et tarifaire) | Non |
| Mémoire technique | Non |
| Cadre de réponse administratif | Non |
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Oui |
| Déclaration sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêts | Oui |

4. Transmission des plis

La transmission des documents est effectuée par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis devront parvenir à destination au plus tard le vendredi 17 juillet 2026 à 18h00.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat avant les date et heure limites de remise des plis, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. L'offre précédente étant entièrement supprimée, les candidats doivent adresser l'intégralité des pièces composant le dossier et pas uniquement le document qui serait complété/modifié.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. Le candidat est invité à tester la configuration de son poste de travail en répondant à une consultation test disponible sur la plate-forme.

En cas de difficultés, le candidat peut contacter le service support « clients » de la plate-forme PLACE, à partir du formulaire disponible en ligne ou par téléphone.

La signature électronique des documents n'est pas requise.

5. Examen des offres

7.1 Critères d'analyse des offres

Les offres seront jugées sur la base des critères suivants :

- **Critère 1 : Proposition financière.**

Le critère est analysé sur la base du montant total du détail quantitatif estimatif (35 points) ;

Pour leur proposition financière, les candidats remplissent la décomposition du prix global et tarifaire transmise par le pouvoir adjudicateur dans le dossier de consultation. Ce document a valeur contractuelle.

- **Critère 2 : Valeur technique des prestations** (60 points) ;

La proposition technique des candidats sera analysée au regard des sous-critères suivants :

| | |
|-------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| C2-1 | Méthodologie d'animation participative adaptée à un public de direction générale d'établissement. |
| C2-2 | Expertise : expériences réussies d'accompagnement sur les mutualisations de groupes d'établissements publics ou organisations similaires (réseaux multi-entités avec enjeux politiques ou stratégiques). |
| C2-3 | Pédagogie : capacité du candidat à partager les méthodes et transmettre les connaissances et compétences à un public de direction générale d'établissement. |

- **Critère 3 : Développement durable** (5 points) ;

| | |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| C3-1 | Matière environnementale : Mesures mises en œuvre pour limiter l'impact sur l'environnement des prestations objets du marché ; |
| C3-2 | Matière sociale : Modalités d'organisation des prestations objets du marché de nature à assurer des conditions d'intervention respectueuses de l'équipe mobilisée (organisation, charge de travail, continuité des intervenants ...) |

7.2 Contenu du mémoire technique

Le candidat devra remettre un **mémoire technique** structuré selon les sous-critères C2-1 à C3-2 :

C2-1 : Méthodologie d'animation participative adaptée à un profil de direction générale d'établissement :

Pour permettre l'appréciation de ce sous-critère, le candidat devra fournir :

a) Une note méthodologique détaillée de la mission, qui présente :

- la compréhension du contexte et des enjeux de la mission ;
- la description des différentes phases de la mission ;
- l'articulation entre les phases d'animation et la production des livrables ;
- les modalités d'animation du séminaire et des ateliers ;
- les modalités de recueil, de structuration et d'exploitation des contributions des Directeurs Généraux ;
- l'organisation proposée pour aboutir à des arbitrages ou orientations exploitables ;
- la méthode de réalisation de l'étude.

b) Une trame prévisionnelle du séminaire des Directeurs Généraux :

Le candidat devra fournir une trame précisant notamment :

- les objectifs du séminaire ;
- le séquençage prévisionnel des temps de travail ;
- les modalités d'animation envisagées ;
- les outils participatifs mobilisés ;
- les modalités de restitution des échanges.

c) Le cas échéant, des exemples de supports d'animation

Le candidat pourra produire des exemples anonymisés de supports utilisés dans le cadre de missions similaires : supports de séminaire, supports d'atelier, matrices de priorisation, outils de co-construction, etc.

C2-2 Expertise — expériences réussies d'accompagnement sur des études de mutualisation auprès de groupes d'établissements publics ou organismes similaires (réseaux multi-entités) :

Pour permettre l'appréciation de ce sous-critère, le candidat devra fournir :

a) Des références détaillées de missions comparables au cours des trois dernières années

Pour chaque référence présentée, le candidat précisera notamment :

- l'identité du client et la typologie de la structure concernée ;
- l'objet de la mission ;

- le périmètre de la mission ;
- le nombre d'entités concernées ;
- les enjeux stratégiques, organisationnels ou politiques rencontrés ;
- le rôle exact joué par le candidat ;
- les résultats obtenus ou livrables produits.

b) Les CV de(s) l'intervenant(s) pressenti(s) :

Les CV devront permettre d'apprécier :

- l'expérience des intervenants sur des missions similaires ;
- leur expérience en matière de mutualisation, ou plus généralement de conseil auprès de groupes d'établissements publics ou réseaux multi-entités ;
- leur capacité à intervenir auprès d'un public de direction générale d'établissement.

C2-3 3. Pédagogie — capacité à partager les méthodes et transmettre les connaissances et compétences à un public de direction générale d'établissement

Pour permettre l'appréciation de ce sous-critère, le candidat devra fournir :

a) Une présentation des modalités de transmission de compétences

Le candidat devra expliquer comment il entend permettre l'appropriation de la démarche par les Directeurs Généraux.

Cette présentation porte notamment sur :

- les méthodes de vulgarisation des enjeux ;
- les outils pédagogiques proposés ;
- les supports remis aux participants ;
- les modalités de restitution des méthodes utilisées ;
- la manière dont les participants pourront réutiliser les outils après la mission.

b) Des exemples de supports pédagogiques ou méthodologiques

Le candidat fournit, sous forme anonymisée et dans la mesure du possible :

- des fiches méthode ;
- des supports de restitution ;
- des guides pratiques ;
- des matrices d'aide à la décision ;
- des supports de formation ou d'appropriation.

c) L'articulation entre pédagogie et livrables

Le candidat devra préciser comment les livrables produits seront conçus pour être compris, appropriés et réutilisés par un public de direction générale d'établissement.

C3-1 Matière environnementale : Mesures mises en œuvre pour limiter l'impact sur l'environnement des prestations objets du marché ;

Au titre du sous-critère environnemental, le candidat présentera les mesures concrètes proposées pour limiter l'impact environnemental de la mission, notamment en matière de déplacements, de recours à la visioconférence, de dématérialisation des supports et livrables, ainsi que d'organisation matérielle des séminaires et ateliers.

C3-2 Matière sociale : Modalités d'organisation des prestations objets du marché de nature à assurer des conditions d'intervention respectueuses de l'équipe mobilisée (organisation, charge de travail, continuité des intervenants ...)

Au titre du sous-critère social, le candidat présentera les modalités d'organisation de la prestation de nature à assurer des conditions d'intervention respectueuses de l'équipe mobilisée, notamment en matière de charge de travail, de continuité des intervenants, d'encadrement, de coordination interne, de disponibilité des profils proposés et de conditions de remplacement éventuel

7.3 Classement et attribution

L'examen des offres donnera lieu à un classement. L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat attributaire produise les certificats et attestations ci-après. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

Les candidats sont invités à tenir à disposition, en vue d'une réponse rapide à cette demande, les éléments suivants :

- Attestation de déclaration et de versement des cotisations sociales datant de moins de 6 mois ;
- Attestation de régularité fiscale datant de moins de 6 mois ;
- Une liste nominative des salariés étrangers telle que demandé à l'article D8254-2 du code du travail, ou le cas échéant l'indication que l'entreprise ne dispose pas de salariés étrangers ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile pour les risques professionnels en cours de validité.
- Un RIB.

Cette liste est indicative, elle pourra varier en fonction des obligations sociales et fiscales de l'entreprise, sa nationalité, etc.

Si le candidat attributaire ne produit pas l'ensemble des éléments dans les délais requis, sa candidature pourra être déclarée irrecevable et il pourra être éliminé. Le candidat dont l'offre est classée immédiatement après la sienne pourra être sollicité pour produire les documents nécessaires et être déclaré attributaire. Ce mécanisme pourra être répété si nécessaire.

6. Questions complémentaires

Les renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus en déposant les questions sur la plateforme de dématérialisation des marchés :

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats transmettent leur demande via le profil acheteur avant le vendredi 10 juillet 2026 à 18h00.

7. Délai de validité des offres

La durée de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise de l'offre figurant en page de garde.

8. Négociation

La CCI Nouvelle-Aquitaine se réserve la possibilité d'engager une négociation sous la forme écrite à l'issue de l'analyse des offres, au vu des critères de jugement des offres.

Cependant, la CCI Nouvelle-Aquitaine pourra juger que, compte-tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire. Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre initiale.

9. Attribution du marché

Pour permettre la signature et la notification du marché public, le titulaire pressenti auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra transmettre, signé manuscritement, l'original de l'Acte d'engagement tel qu'adressé dans son offre, accompagné de son annexe financière (décomposition du prix global et tarifaire). Ces pièces devront parvenir, par courrier à l'adresse CCI Nouvelle-Aquitaine, 2 place de la Bourse 33050 Bordeaux, **dans un délai qui ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires**, faute de quoi, l'offre pourra être éliminée et le candidat dont l'offre est classée immédiatement après pourra être sollicité pour produire les documents nécessaires et être déclaré titulaire.